



Assemblée générale

Distr. générale
11 décembre 2008
Français
Original: anglais

Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

Activités de promotion menées en 2008 dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence (UN-SPIDER)

Rapport du Secrétariat

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Activités de promotion	3
A. Ateliers et réunions d'experts organisés aux niveaux régional et international dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence.....	4
B. Réunion de travail sur les initiatives du système des Nations Unies concernant la gestion des risques et des catastrophes et les solutions spatiales	5
C. Cinquième Réunion des Nations Unies sur l'utilisation des techniques spatiales pour les interventions d'urgence et l'aide humanitaire.....	6
D. Participation de spécialistes aux conférences et réunions pertinentes	6
E. Appui aux séminaires et ateliers régionaux et internationaux.....	7
III. Réunion internationale d'experts UN-SPIDER sur l'exploitation du réseau de bureaux régionaux d'appui	9
A. Programme et participation	9
B. Observations et recommandations.....	9



IV.	Atelier régional UN-SPIDER pour les Caraïbes sur l'exploitation des solutions spatiales régionales aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence	10
	A. Programme et participation	10
	B. Observations et recommandations	11
V.	Atelier régional UN-SPIDER pour le Pacifique sur l'exploitation des solutions spatiales régionales aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence	13
	A. Programme et participation	13
	B. Observations et recommandations	15
VI.	Deuxième atelier international UN-SPIDER sur la gestion des catastrophes et les techniques spatiales – combler l'écart	16
	A. Programme et participation	16
	B. Observations et recommandations	17
VII.	Contributions volontaires	19

I. Introduction

1. L'Assemblée générale, dans sa résolution 61/110 du 14 décembre 2006, a décidé d'établir un programme au sein du système des Nations Unies pour garantir à tous les pays et à toutes les organisations internationales et régionales compétentes l'accès à tous les types d'informations et de services spatiaux pertinents pour la gestion des catastrophes, destiné à appuyer le cycle complet de la gestion des catastrophes. Dans cette même résolution, elle a décidé que ce programme serait nommé "Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence" et qu'il serait mis en œuvre en tant que programme du Bureau des affaires spatiales.

2. Dans sa résolution 62/217 du 22 décembre 2007, l'Assemblée générale est convenue que le Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence aurait pour acronyme UN-SPIDER et a fait siens le projet de programme pour la période 2007-2009 et le plan de travail pour la période 2008-2009 (A/AC.105/894, annexes I et II). À sa cinquantième session, le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique est convenu que les rapports d'avancement sur UN-SPIDER et ses futurs plans de travail devraient être examinés par le Sous-Comité scientifique et technique au titre d'un point ordinaire de l'ordre du jour consacré au recours à des systèmes spatiaux pour la gestion des catastrophes et que ce point devrait être inclus dans la liste des questions à examiner par son Groupe de travail plénier¹.

3. Le présent rapport fait le point sur l'état d'avancement des activités de promotion menées en 2008, au regard du projet de programme pour la période 2007-2009 et du plan de travail pour la période 2008-2009.

II. Activités de promotion

4. Les activités de promotion (activité 4) menées en 2008 dans le cadre du programme UN-SPIDER, conformément au plan de travail pour la période 2008-2009, visaient notamment à:

a) Faire en sorte que des experts interviennent dans au moins cinq conférences et réunions visant à promouvoir les activités de UN-SPIDER;

b) Appuyer la tenue d'au moins trois séminaires et ateliers régionaux et internationaux en aidant les participants venant de pays en développement à faire face à leurs frais de voyage;

c) Organiser au moins trois ateliers, programmes de formation, réunions d'experts ou séminaires;

d) Organiser au moins un atelier, une réunion d'experts ou un colloque à l'intention des utilisateurs à Genève.

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 20 (A/62/20), par. 140 à 160.*

5. En outre, le plan de travail précisait que les activités définies pour 2008 devraient être exécutées dans le cadre des activités de promotion. Le plan de travail pour l'exercice biennal 2008-2009 est disponible sur le site Web de UN-SPIDER (<http://www.unspider.org>).

6. Les objectifs pour 2008 indiqués ci-dessus ont été réalisés. Les ateliers, réunions d'experts, conférences et stages de formation prévus au programme ont tous eu lieu.

A. Ateliers et réunions d'experts organisés aux niveaux régional et international dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence

7. Les activités de promotion menées dans le cadre de UN-SPIDER ont consisté principalement à organiser des ateliers et des réunions d'experts aux niveaux international et régional. Les ateliers internationaux visaient surtout à rassembler des experts et des praticiens pour améliorer la coordination horizontale, les ateliers régionaux ont porté sur des thèmes donnés et sur le renforcement de la coordination verticale et les réunions d'experts ont été consacrées à une question spécifique et à l'élaboration du cadre stratégique du programme lui-même.

8. En 2008, quatre ateliers ont été organisés par le personnel de UN-SPIDER:

a) La réunion internationale d'experts UN-SPIDER sur l'exploitation du réseau de bureaux régionaux d'appui, tenue à Salzbourg (Autriche), du 7 au 9 février 2008;

b) L'atelier régional UN-SPIDER sur l'exploitation des solutions spatiales régionales à l'appui de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence dans les Caraïbes, tenu à Hastings (Barbade) du 8 au 11 juillet 2008;

c) L'atelier régional UN-SPIDER sur l'exploitation des solutions spatiales régionales à l'appui de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence dans le Pacifique, tenu à Suva (Fidji) du 16 au 19 septembre 2008;

d) Le deuxième atelier international UN-SPIDER sur l'exploitation des techniques spatiales pour la gestion des catastrophes – combler les lacunes, qui s'est tenu à Bonn (Allemagne) du 13 au 15 octobre 2008.

9. On trouvera plus loin dans les paragraphes 24 à 67 du présent rapport une description de chaque atelier ainsi qu'un résumé des recommandations et conclusions. Les notes de séance, le programme et la liste des participants de chaque atelier, ainsi que le texte des exposés qui y ont été présentés, sont disponibles sur le site Web de UN-SPIDER (<http://www.unoosa.org/oosa/en/unspider/recentworkshops.html>).

B. Réunion de travail sur les initiatives du système des Nations Unies concernant la gestion des risques et des catastrophes et les solutions spatiales

10. Conjointement avec le Groupe sur l'observation de la Terre (GEO), le Bureau des affaires spatiales a organisé à Genève, le 27 mars 2008, à l'intention des utilisateurs finals basés dans cette ville, une réunion de travail d'une journée sur les initiatives du système des Nations Unies concernant la gestion des risques et des catastrophes et les solutions spatiales. Des représentants des entités du système des Nations Unies et des organisations et institutions partenaires concernées ont été invités à présenter leurs initiatives dans le domaine de la gestion des risques et des catastrophes et des interventions d'urgence ainsi qu'à présenter les programmes existants qui facilitent l'accès aux solutions et données spatiales et leur utilisation à l'appui de ces initiatives. Le débat qui a suivi les exposés a permis aux représentants des entités du système des Nations Unies de déterminer des domaines où des synergies seraient possibles en vue d'une coordination plus étroite de leurs travaux.

11. Des représentants des organismes des Nations Unies, des institutions partenaires et autres entités internationales ci-après ont assisté à cette réunion de travail: Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bureau des affaires spatiales, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Programme alimentaire mondial, secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes, Groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique, Organisation mondiale de la Santé, Union internationale des télécommunications, Organisation météorologique mondiale, Commission européenne, European Centre for Training and Research in Earthquake Engineering, Institut de recherche pour systèmes d'information sur l'environnement et Groupe sur l'observation de la Terre.

12. Les participants sont notamment convenus de ce qui suit:

- a) Un minimum de données opérationnelles communes doit être disponible et accessible;
- b) Des produits à valeur ajoutée doivent être mis à la disposition des utilisateurs finals;
- c) La priorité devrait être donnée aux zones où les catastrophes sont plus fréquentes;
- d) Des réseaux devraient être mis en place, les liens existants renforcés (y compris sur le terrain) et des accords conclus avant que survienne une catastrophe;
- e) Des partenariats devraient être conclus, y compris avec le secteur privé;
- f) Il faudrait éviter les doubles emplois et garder en particulier à l'esprit qu'un jeu de données peut être utile à différents utilisateurs; et
- g) Il faudrait tirer parti des forums existants tels que l'Infrastructure de données géospatiales des Nations Unies du Groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique, la Réunion interorganisations sur les activités spatiales et les plates-formes thématiques de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes.

13. Les recommandations et conclusions ci-dessus seront prises en considération dans le cadre des travaux menés au titre de UN-SPIDER avec les utilisateurs finals à Genève.

C. Cinquième Réunion des Nations Unies sur l'utilisation des techniques spatiales pour les interventions d'urgence et l'aide humanitaire

14. Le Bureau des affaires spatiales a organisé la cinquième Réunion des Nations Unies sur l'utilisation des techniques spatiales pour les interventions d'urgence et l'aide humanitaire à Bonn (Allemagne) les 16 et 17 octobre 2008. Trente et une personnes représentant 25 organismes des Nations Unies et institutions partenaires ont participé à cette réunion de deux jours, qui a porté principalement sur l'évolution actuelle de l'environnement opérationnel et la nécessité d'une coordination interorganismes plus étroite au sein du système des Nations Unies et en dehors.

15. Le programme de la réunion prévoyait neuf exposés. En outre, cinq exposés techniques détaillés ont été faits le deuxième jour de la réunion en vue de renseigner les experts de l'ONU sur l'accès aux solutions spatiales et leur utilisation. Les débats au cours des deux journées ont porté sur l'accès aux initiatives existantes, la diffusion à grande échelle des produits et l'évaluation des travaux menés par les organismes des Nations Unies et les institutions partenaires.

16. Les représentants d'organismes du système des Nations Unies ont revu la Conception commune pour 2009 intitulée "L'ONU et l'utilisation des techniques spatiales pour les interventions d'urgence et l'aide humanitaire" pour tenir compte des questions soulevées et des conclusions formulées lors de la réunion. Tous les organismes du système représentés à la réunion ont réaffirmé le rôle du Bureau des affaires spatiales en tant qu'organisme coopérant à la Charte relative à une coopération visant l'utilisation coordonnée des moyens spatiaux en cas de catastrophe naturelle ou technologique (aussi appelée Charte internationale "Espace et catastrophes majeures") et sont convenus que toutes les demandes d'activation de la Charte émanant d'organismes du système des Nations Unies devraient être présentées uniquement par l'intermédiaire du Bureau des affaires spatiales.

D. Participation de spécialistes aux conférences et réunions pertinentes

17. Des spécialistes de UN-SPIDER ont participé à un certain nombre de réunions internationales et régionales pertinentes afin de donner des informations sur les solutions spatiales utilisables pour la gestion des catastrophes et les interventions d'urgence et de présenter les travaux menés dans le cadre du programme. En 2008, ils ont notamment assisté aux réunions suivantes:

a) Conférence internationale sur l'observation de la Terre et les solutions qu'elle offre pour la prise de décisions, tenue dans le cadre du Salon aéronautique de Berlin les 27 et 28 mai;

- b) Première réunion de l'Équipe commune du projet "Sentinel-Asia" (Step-2), tenue les 5 et 6 juin à Kobé (Japon);
- c) Stage d'évaluation du Mécanisme communautaire de protection civile de l'Union européenne, tenu à Agros (Chypre) du 6 au 13 juin;
- d) Quinzième conférence annuelle de l'Emergency Management Society, tenue à Prague du 17 au 19 juin;
- e) Atelier sur le rôle des systèmes modernes de protection civile et les nouveaux défis mondiaux, tenu à Genève (Suisse), le 25 juin;
- f) Conférence internationale sur le changement global et les ressources en eau en Afrique de l'Ouest, tenue à Ouagadougou du 25 au 28 août;
- g) Conférence internationale de 2008 sur les catastrophes et les risques, tenue à Davos (Suisse) du 25 au 29 août;
- h) Septième Conférence internationale de l'Association africaine de la télédétection et de l'environnement, tenue à Accra du 27 au 31 octobre;
- i) Cinquième séance plénière du Groupe sur l'observation de la Terre, tenue à Bucarest les 19 et 20 novembre;
- j) Première Conférence régionale sur la géo-informatique: la gestion des catastrophes et les systèmes d'alerte avancée, tenue à Koweït du 24 au 26 novembre;
- k) Troisième Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophes, tenue à Kuala Lumpur du 2 au 4 décembre.

E. Appui aux séminaires et ateliers régionaux et internationaux

18. Un aspect important des activités de promotion menées dans le cadre de UN-SPIDER consiste à aider les participants à des réunions internationales venant de pays en développement à financer leurs frais de voyage. Une telle aide financière a été fournie à un participant chinois pour lui permettre d'assister au deuxième cours régional sur l'utilisation des systèmes d'information géographique et de la télédétection pour la gestion des risques de catastrophes, qui s'est tenu du 5 au 16 mai 2008 à Bangkok, et à 10 participants d'Amérique latine pour leur permettre d'assister à un atelier sur la création d'un réseau universitaire en Amérique latine pour la réduction des risques (comprenant également un stage de formation et un atelier sur les glissements de terrain) qui a eu lieu du 2 au 10 juin 2008 à Antigua (Guatemala).

19. En outre, UN-SPIDER a contribué au financement de quatre réunions organisées dans le cadre du programme par des institutions régionales qui avaient été chargées de mettre sur pied un atelier ou un stage de formation dans leur région. Les fonds alloués par UN-SPIDER ont été essentiellement utilisés pour couvrir les frais de voyage et de subsistance de participants venant des pays en développement de la région concernée.

20. La première de ces réunions a été l'atelier régional pour l'Afrique de l'Ouest sur UN-SPIDER et le rôle de la Charte internationale "Espace et catastrophes majeures", organisé conjointement les 21 et 22 mai 2008 à Abuja par l'Agence

nationale pour la recherche-développement dans le domaine spatial et l'Agence nationale de gestion des situations d'urgence du Nigéria. Plus de 200 participants de 20 pays, essentiellement d'Afrique, y ont assisté. Son objectif était de mieux faire connaître UN-SPIDER et la Charte internationale "Espace et catastrophes majeures" et de permettre des échanges de vues sur les moyens d'améliorer l'accès régional à l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes.

21. La deuxième des quatre réunions a été l'Ecole de printemps sur les catastrophes naturelles et les solutions spatiales pour la gestion des catastrophes (inondations), qui a été organisée du 8 au 12 septembre 2008 à Santa Maria (Brésil) par le campus brésilien du Centre régional de formation aux sciences et techniques spatiales pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Brésil). Au total, 35 participants de 11 pays ont participé à ce stage de formation sur l'utilisation des solutions spatiales pour la gestion des catastrophes et en particulier des inondations. Des informations plus détaillées sont disponibles sur le site Web du centre régional (<http://www.crectealc.org/>).

22. La troisième réunion, organisée par l'Agence spatiale iranienne, a été un atelier régional sur l'exploitation des solutions spatiales régionales pour la gestion des catastrophes et les interventions d'urgence qui s'est tenu à Téhéran du 6 au 8 octobre 2008. Cet atelier, auquel ont participé plus de 60 experts de la région, a été l'occasion de présenter les initiatives et solutions existantes et d'examiner certaines activités de UN-SPIDER concernant la République islamique d'Iran et les pays voisins. Les participants ont également examiné les meilleures solutions pour soutenir les activités ainsi que les plans et politiques nationales faisant appel aux techniques spatiales. Ils ont débattu de l'impact du changement climatique mondial sur l'augmentation des catastrophes naturelles dans la région et de la manière dont les techniques spatiales pourraient contribuer à réduire cet impact.

23. La quatrième réunion a été l'atelier intitulé "L'outil spatial pour la gestion des catastrophes et des situations d'urgence en Afrique – Aspects techniques, organisationnels et juridiques", qui s'est tenu du 10 au 12 novembre 2008 à Rabat. Cet atelier a été organisé avec le soutien de UN-SPIDER par le Centre régional africain des sciences et technologies de l'espace, en langue française, l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture, la Banque islamique de développement, le Centre royal de télédétection spatiale (CRTS) et l'École Mohammadia d'ingénieurs. Il a réuni 130 participants de 23 pays et a porté sur quatre thèmes principaux: les techniques spatiales exploitables pour la gestion des catastrophes, les initiatives régionales et internationales en matière de gestion des catastrophes, les expériences nationales et le droit spatial. Des informations y ont été présentées sur un grand nombre d'initiatives régionales et internationales ainsi que sur l'expérience acquise par de nombreux pays de la région en ce qui concerne l'utilisation des techniques spatiales et de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes. Des informations plus détaillées sont disponibles sur le site Web du Centre régional (<http://www.crastelf.org.ma/>).

III. Réunion internationale d'experts UN-SPIDER sur l'exploitation du réseau de bureaux régionaux d'appui

A. Programme et participation

24. La réunion internationale d'experts UN-SPIDER sur l'exploitation du réseau de bureaux régionaux d'appui a été organisée à Salzbourg (Autriche), du 7 au 9 février 2008, par le Bureau des affaires spatiales et le Centre de géo-informatique de l'Université de Salzbourg.

25. Les objectifs de la réunion d'experts étaient les suivants:

a) Examiner l'état d'avancement des activités prévues pour 2007 et la mise en place des bureaux UN-SPIDER;

b) Examiner le réseau de bureaux régionaux d'appui de UN-SPIDER, qui constitue l'un des trois piliers du programme. Les deux autres piliers sont le personnel affecté à UN-SPIDER et les centres nationaux de liaison;

c) Définir des moyens de coordination et d'échanges efficaces avec le réseau de bureaux régionaux d'appui et étudier la manière dont ceux-ci contribueront aux activités de UN-SPIDER énoncées dans le plan de travail pour l'exercice biennal 2008-2009;

d) Élaborer un plan opérationnel décrivant en détail les activités devant être exécutées par le réseau de bureaux régionaux d'appui pendant la période 2008-2009.

26. Les objectifs susmentionnés ont également été examinés par des sous-groupes dans le cadre des trois principaux thèmes suivants: le renforcement des capacités et la gestion et le transfert des connaissances, le portail de connaissances et l'appui à la planification de la gestion des catastrophes et à l'élaboration de politiques au niveau national.

27. Au total, 35 experts de haut niveau des pays ci-après ont participé à la réunion: Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Cameroun, Croatie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Iran (République islamique d'), Kenya, Maroc, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Thaïlande, Turquie. Les organismes internationaux ci-après étaient représentés: Centre asiatique de planification préalable aux catastrophes, Water Center for the Humid Tropics of Latin America and the Caribbean et Centre régional africain des sciences et technologies de l'espace en langue française.

B. Observations et recommandations

28. Les participants ont examiné les principaux éléments du plan de travail de UN-SPIDER pour l'exercice biennal 2008-2009 et d'autres documents et rapports pertinents concernant le réseau de bureaux régionaux d'appui, les centres nationaux de liaison et les organisations partenaires. Ils ont ensuite débattu du renforcement des capacités et de la gestion et du transfert des connaissances. Une séance de réflexion a été suivie d'un débat sur la manière dont les institutions partenaires pourraient contribuer aux activités pertinentes en matière de renforcement des

capacités et de gestion et transfert des connaissances énoncées dans le plan de travail, compte tenu de leur expérience et de leurs ressources.

29. Le personnel de UN-SPIDER a présenté un avant-projet du portail de connaissances aux participants. Les observations et recommandations de ceux-ci sur les améliorations à y apporter ont été recueillies au sein de petits groupes puis examinées en séance plénière. Outre la question centrale du contenu, d'autres aspects tels que la conception du portail, la collecte et la saisie de l'information, la navigation et les liens vers les institutions et organisations pertinentes ont été examinés.

30. Le troisième thème abordé a été l'appui à l'élaboration des plans et politiques nationaux de la gestion des catastrophes. Les experts participants se sont efforcés d'indiquer plus en détail comment cet appui pourrait être fourni, comment les pays pourraient demander à en bénéficier et comment les partenaires de UN-SPIDER pourraient y contribuer et même jouer un rôle moteur au niveau régional en aidant les pays à accéder aux solutions spatiales pour la gestion des catastrophes et à les exploiter.

31. La réunion d'experts a pu être organisée grâce aux ressources mises à la disposition de UN-SPIDER par le Ministère autrichien des transports, de l'innovation et de la technologie. Au total, 11 personnes ont reçu une aide financière pour y participer.

IV. Atelier régional UN-SPIDER pour les Caraïbes sur l'exploitation des solutions spatiales régionales aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence

A. Programme et participation

32. L'atelier régional UN-SPIDER pour les Caraïbes sur l'exploitation des solutions spatiales régionales aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence a été organisé à Hastings (Barbade), du 8 au 11 juillet 2008, par le Bureau des affaires spatiales en coopération avec le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement à la Barbade, le bureau sous-régional de l'Organisation des États des Caraïbes orientales à la Barbade, l'Organisme caraïbe d'intervention rapide en cas de catastrophe et le Département de gestion des situations d'urgence du Gouvernement barbadien.

33. Les objectifs de l'atelier étaient les suivants: fournir des informations sur l'état actuel des techniques spatiales utilisées à l'appui de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence dans la région des Caraïbes; présenter des initiatives régionales s'appuyant sur les techniques spatiales pour la gestion des catastrophes (y compris la réduction des risques) et les interventions d'urgence; définir des méthodes permettant d'harmoniser les diverses initiatives visant à aider les pays en développement de la région à avoir accès aux techniques spatiales et à les utiliser aux fins de la gestion des catastrophes et la réduction des risques; et examiner les meilleures solutions faisant appel aux techniques spatiales pour appuyer les activités opérationnelles, la planification et les politiques nationales.

34. L'atelier a commencé par une cérémonie d'ouverture, suivie par la présentation d'exposés liminaires et de communications sur les sujets suivants: "Initiatives internationales et régionales"; "Point de vue de l'utilisateur final"; "Mise à profit des possibilités"; et "Renforcement des capacités". Ces séances ont permis aux participants de s'informer des initiatives existantes qui font appel à des informations d'origine spatiale, de l'utilisation de solutions spatiales pour la gestion des catastrophes et des possibilités de collaboration.

35. Les présentations visaient également à préparer les participants pour l'examen des sujets ci-après au sein des sous-groupes:

- a) Renforcement des capacités et gestion des connaissances;
- b) Initiatives existantes et coordination des interventions en cas de catastrophe grâce aux techniques spatiales – composantes possibles d'un cadre de coordination régionale;
- c) Élargissement de l'accès aux informations d'origine spatiale et mise à profit de la proposition du Groupe d'observation de la Terre;
- d) Voie à suivre et modèle pour les bureaux nationaux de gestion des catastrophes.

36. Au total, 63 participants des pays et territoires ci-après ont assisté à l'atelier: Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Autriche, Barbade, Belize, Canada, Colombie, Cuba, Dominique, États-Unis d'Amérique, Grenade, Guyana, Haïti, Îles Vierges britanniques, Jamaïque, Panama, République dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago. Des représentants d'organismes des Nations Unies, d'institutions régionales chargées de promouvoir l'utilisation des techniques spatiales et de renforcer les capacités dans ce domaine, d'agences spatiales nationales, d'établissements universitaires et de recherche ainsi que du secteur privé y ont également participé.

37. Cet atelier a pu être tenu grâce à une contribution du Ministère autrichien des affaires européennes et internationales qui a été utilisée pour couvrir les frais d'organisation, y compris des manifestations parallèles, ainsi que les frais de transport aérien et l'indemnité journalière de subsistance de 25 participants et 3 fonctionnaires du Bureau des affaires spatiales.

B. Observations et recommandations

38. À l'issue de la première journée de l'atelier, une séance de réflexion a été tenue sur les possibilités et les besoins spécifiques dans les Caraïbes afin de permettre aux participants de mieux comprendre la situation de la région et de préparer la voie pour les discussions des sous-groupes.

39. Les résultats de cet exercice de réflexion ont ensuite été regroupés par sous-thèmes. Les participants ont classé dans le sous-thème "possibilités" celles présentées pendant l'atelier, les capacités et la coordination régionales indispensables pour réaliser des progrès, les initiatives visant à renforcer les capacités existantes, les infrastructures de données spatiales et les normes applicables aux données, la diffusion des informations et les possibilités dans le

secteur privé. Ils ont classé dans le sous-thème “besoins” la nécessité d’une coordination verticale pour assurer l’intégration des solutions spatiales dans des arrangements institutionnels concrets, d’initiatives de tous types en matière de renforcement des capacités et de gestion des connaissances, d’informations d’origine spatiale répondant aux besoins de la région et de solutions techniques permettant aux acteurs régionaux et nationaux d’utiliser ces informations de manière appropriée.

40. Au début de la deuxième journée, les participants ont poursuivi les discussions de la veille au sein de trois groupes distincts.

41. Le premier groupe a discuté des besoins de la région en matière de renforcement des capacités et de gestion des connaissances, puis a présenté des recommandations sur les quatre points suivants, lesquels étaient tous concernés par les questions transversales du financement et de la durabilité: a) formation et enseignement; b) systèmes institutionnels et politique; c) recherche et développement; et d) gestion des connaissances. Tous les participants ont souligné le besoin de définir une vision et une stratégie régionales de renforcement des capacités et de gestion des connaissances qui pourraient être incorporées dans une politique et un plan de travail définissant précisément les mesures à prendre, notamment au niveau national.

42. Le deuxième groupe s’est penché sur les initiatives existantes et la coordination en matière de recours aux techniques spatiales pour la gestion des catastrophes. Il a évalué la situation actuelle à partir des exposés présentés et a étudié les moyens de coordonner les initiatives afin de rendre les structures et les informations existantes plus accessibles aux États des Caraïbes. Il a commencé par identifier les initiatives qui pourraient constituer les bases d’un cadre régional de coordination ou de facilitation, puis les éléments d’une stratégie de coordination nationale et régionale et a examiné enfin les moyens de coordonner les interventions en cas de catastrophe fondées sur les techniques spatiales dans les Caraïbes, en s’appuyant sur les institutions et les initiatives identifiées.

43. Le troisième groupe a étudié les moyens d’élargir l’accès aux informations d’origine spatiale et de mettre à profit une proposition de projet pilote régional formulée dans le cadre du Groupe sur l’observation de la Terre (GEO). Trois aspects ont été examinés, l’accent étant mis sur les possibilités existantes. Les possibilités d’accéder aux informations d’origine spatiale ont été identifiées et on a examiné des recommandations visant à permettre à tous les États des Caraïbes d’avoir davantage accès à ces informations et de les utiliser plus largement, notamment celles fournies dans le cadre de la Charte internationale “Espace et catastrophes majeures”.

44. Dans le cadre des discussions menées au sein des trois groupes, on s’est efforcé de définir les mesures à prendre pour intégrer ces informations et les exploiter au maximum afin de mieux protéger les populations des Caraïbes des catastrophes et de leur permettre d’être mieux préparées lors des différentes phases du cycle de gestion des catastrophes. Les directeurs des bureaux nationaux de gestion des catastrophes considèrent qu’il est utile d’avoir un modèle indiquant les informations d’origine spatiale les plus utiles, comment elles peuvent être utilisées et à quel moment, compte tenu du caractère limité des ressources humaines et financières.

45. Le dernier jour, les participants ont entrepris d'examiner des situations plus réalistes, en vue de définir des actions modestes et, si possible, un ensemble de mesures que les directeurs des bureaux nationaux de gestion des catastrophes pourraient facilement mettre en œuvre. Les questions posées étaient les suivantes: a) que devons-nous faire; b) quels sont les arrangements en vigueur; c) quels sont les arrangements institutionnels; d) quels sont les principaux protagonistes et comment doivent-ils intervenir; et e) quelles sont les mesures à adopter en priorité. Sur la base de ces discussions, un projet de modèle pour les bureaux nationaux de gestion des catastrophes a été élaboré puis distribué aux participants pour qu'ils fassent part de leurs observations et de leurs idées.

V. Atelier régional UN-SPIDER pour le Pacifique sur l'exploitation des solutions spatiales régionales aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence

A. Programme et participation

46. Le Bureau des affaires spatiales, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et la Commission Sud-Pacifique des géosciences appliquées ont organisé, du 16 au 19 septembre 2008 à Suva, l'atelier régional UN-SPIDER pour le Pacifique sur l'exploitation des solutions spatiales régionales aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence. Cet atelier avait pour objectif d'aider les pays de la région à accéder aux techniques spatiales et à les utiliser aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence.

47. L'atelier a rassemblé des décideurs et des experts de haut niveau d'institutions de gestion des catastrophes de la région, d'institutions nationales et régionales chargées du renforcement des capacités et de la promotion de l'utilisation des techniques spatiales, d'organismes des Nations Unies, d'agences spatiales nationales et d'établissements universitaires et de recherche. Les participants ont fait de cet atelier un forum de discussion dynamique sur la promotion de l'utilisation des informations d'origine spatiale pour la gestion des catastrophes dans le Pacifique.

48. Les principaux thèmes examinés au cours de l'atelier ont notamment été les suivants:

a) État actuel des techniques spatiales utilisées pour la gestion des catastrophes et les interventions d'urgence dans le Pacifique;

b) Impact du changement climatique mondial sur l'augmentation des catastrophes naturelles dans la région et la manière dont les techniques spatiales peuvent contribuer à limiter cet impact;

c) Initiatives régionales faisant appel aux techniques spatiales pour la gestion des catastrophes (y compris la réduction des risques) et les interventions d'urgence;

d) Définition de méthodes permettant d'harmoniser les diverses initiatives en cours pour aider les pays en développement de la région à accéder aux techniques spatiales et à les utiliser aux fins de la gestion des catastrophes et de la réduction des risques;

e) Promotion des initiatives en matière de gestion des catastrophes et de réduction de risques que mènent actuellement la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et la Commission Sud-Pacifique des géosciences appliquées ainsi que d'autres organisations compétentes comme le Programme des Nations Unies pour le développement, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), la Stratégie internationale de prévention des catastrophes et le Pacific Disaster Center.

49. Le programme de l'atelier comprenait des séances plénières, durant lesquelles 19 exposés ont été présentés. Des discussions ont également eu lieu au sein de sous-groupes pour encourager l'échange de connaissances et trouver des solutions et des plans d'action communs. Les quatre thèmes ci-après ont été examinés par les sous-groupes:

a) Utilisation actuelle des solutions et des informations spatiales dans le Pacifique (initiatives actuelles et prévues, études de cas et meilleures pratiques, accès aux données archivées et aux données fournies en temps réel et possibilités de renforcement des capacités);

b) Besoins actuels des États du Pacifique et rôle des solutions et des informations spatiales;

c) Impact du changement climatique mondial sur l'augmentation des catastrophes naturelles dans le Pacifique et manière dont les solutions spatiales peuvent contribuer à limiter cet impact;

d) Examen d'un dispositif pour encadrer l'accès aux informations géospatiales et leur utilisation aux fins de la gestion des risques et des catastrophes dans le Pacifique.

50. Pendant l'atelier, la Commission Sud-Pacifique des géosciences appliquées a présenté le portail Internet Pacific Disaster Net, base de données qui se veut la source d'informations la plus importante et la plus riche dans le domaine de la gestion des risques pour les États insulaires du Pacifique. Les participants de l'atelier ont examiné comment mettre à profit les possibilités de communication et de collaboration offertes par ce portail (<http://www.pacificdisaster.net>).

51. Au total, 53 participants des pays et territoires ci-après ont assisté à l'atelier: Australie, Autriche, Bangladesh, Chine, États-Unis d'Amérique, Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Indonésie, Italie, Kiribati, Micronésie (États fédérés de), Nioué, Nouvelle-Zélande, Philippines, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. Des représentants d'organismes des Nations Unies, d'institutions régionales chargées de promouvoir l'utilisation des techniques spatiales et de renforcer les capacités dans ce domaine, d'agences spatiales nationales, d'établissements universitaires et de recherche ainsi que du secteur privé y ont également participé.

52. Cet atelier a pu être organisé grâce à une importante contribution du Ministère autrichien des affaires européennes et internationales. Les fonds alloués ont été utilisés pour couvrir les frais d'organisation, y compris des manifestations parallèles, ainsi que les frais de transport aérien et l'indemnité journalière de subsistance de 18 participants et 3 fonctionnaires du Bureau des affaires spatiales.

B. Observations et recommandations

53. Le groupe de discussion sur l'utilisation actuelle des solutions et des informations spatiales dans le Pacifique s'est penché sur les initiatives existantes et prévues dans ce domaine; les exemples d'utilisation réussie de ces solutions et informations dans la région; les possibilités actuelles d'accéder à des données satellitaires archivées ou disponibles en temps réel; les possibilités actuelles de renforcement des capacités dans le domaine des technologies géospatiales; et la manière dont les États du Pacifique peuvent tirer parti des possibilités offertes par exemple par la Charte internationale "Espace et catastrophes majeures" et le projet "Sentinel-Asia". Les participants sont convenus que la Commission Sud-Pacifique des géosciences appliquées jouait un rôle important dans l'utilisation des techniques spatiales pour la gestion des catastrophes dans le Pacifique. Le Pacific Disaster Center a proposé de transmettre les demandes d'activation de la Charte internationale "Espace et catastrophes majeures".

54. Le groupe de discussion sur les besoins actuels des États du Pacifique et le rôle des solutions et des informations spatiales a examiné les types de catastrophe auxquels les responsables de la gestion des catastrophes dans le Pacifique doivent actuellement faire face; le type d'information actuellement utilisé à l'appui des interventions pour chaque type de catastrophe et la manière dont ces informations sont obtenues; et le type d'informations spatiales qui serait utile. Il a été relevé que les inondations, les tempêtes, les ouragans, les éruptions volcaniques, l'érosion littorale ainsi que les catastrophes sanitaires telles que les épidémies étaient des phénomènes très fréquents qui avaient un fort impact.

55. Le groupe de discussion sur l'impact du changement climatique mondial sur l'augmentation des catastrophes naturelles dans le Pacifique a étudié comment le changement climatique mondial influait sur le type, l'ampleur et le nombre de catastrophes dans la région; quelles initiatives actuelles et prévues donnant accès aux informations géospatiales pourraient aider à réduire cet impact; et comment les solutions et les informations spatiales contribuent à l'atténuer. Les participants ont noté que de bonnes données chronologiques de référence mettant en évidence les changements étaient nécessaires. Ils ont également noté que des mesures de renforcement des capacités et de sensibilisation devraient être spécialement prévues à l'intention des décideurs.

56. Le groupe de discussion sur le dispositif régional d'encadrement de l'accès aux informations géospatiales et de leur utilisation aux fins de la gestion des risques et des catastrophes dans le Pacifique a examiné, dans la mesure où il se rapportait à cette question, le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015: Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes². Les participants ont proposé d'établir un inventaire des données et des capacités humaines en se fondant sur un modèle commun. Ils ont proposé d'utiliser le portail Pacific Disaster Net comme plate-forme pour étendre la coopération.

² A/CONF.206/6, chap. I, résolution 2.

VI. Deuxième atelier international UN-SPIDER sur la gestion des catastrophes et les techniques spatiales – combler l'écart

A. Programme et participation

57. Le deuxième atelier international UN-SPIDER sur la gestion des catastrophes et les techniques spatiales a été organisé à Bonn (Allemagne), du 13 au 15 octobre 2008, par l'équipe UN-SPIDER du Bureau des affaires spatiales et l'Agence aérospatiale allemande avec l'appui du Mécanisme d'alerte rapide de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes et de l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'Université des Nations Unies. L'un des principaux objectifs était de promouvoir l'accès aux techniques et solutions spatiales et leur utilisation aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence.

58. Cet atelier a en particulier permis à des décideurs et à des experts des techniques spatiales et de la gestion des catastrophes venant d'organisations scientifiques internationales, d'établissements de transfert de connaissances et d'enseignement et d'entreprises privées actives au niveau international de mettre en commun leurs meilleures pratiques et leurs connaissances. Les participants ont également présenté des produits et des technologies utiles pour la gestion des risques et des catastrophes, l'aide humanitaire et les interventions d'urgence.

59. L'atelier comprenait quatre séances thématiques, au cours desquelles 24 exposés ont été présentés:

- a) Techniques spatiales pour la gestion des risques et des catastrophes;
- b) Vulnérabilité et évaluation des risques;
- c) Contribution des techniques spatiales aux systèmes d'alerte précoce existants et prévus;
- d) Médecine de catastrophe, télémédecine et lutte antivectorielle intégrée.

60. Au total, l'atelier a réuni 120 participants des 37 pays suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Cameroun, Canada, Chine, Colombie, Émirats arabes unis, Érythrée, Espagne, États-Unis, France, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Japon, Kirghizistan, Namibie, Népal, Nigéria, Panama, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni, Soudan, Sri Lanka, Suisse, Thaïlande, Turquie et Ukraine.

61. Y ont également participé des représentants du Bureau des affaires spatiales et d'autres organismes des Nations Unies tels que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'Université des Nations Unies, le Mécanisme d'alerte rapide de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes, le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique³, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation mondiale de la Santé et le Programme alimentaire mondial. Des représentants d'institutions régionales y ont également assisté, notamment de l'Agence spatiale européenne, du Centre asiatique de

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1954, n° 33480.

prévention des catastrophes et du Programme de prévention des catastrophes dans la communauté andine (PREDECAN).

62. Les fonds alloués à UN-SPIDER par le Gouvernement allemand et les fonds de l'Agence aérospatiale allemande ont été utilisés pour couvrir les frais de l'atelier, y compris des manifestations parallèles, ainsi que les frais de transport aérien et l'indemnité journalière de subsistance de 14 participants.

B. Observations et recommandations

63. La première séance thématique (techniques spatiales pour la gestion des risques et des catastrophes) a porté sur les questions suivantes: solutions et informations spatiales utiles pour la gestion des risques et des catastrophes et les interventions d'urgence, y compris les initiatives en cours et prévues, études de cas et meilleures pratiques, données géospatiales disponibles pour l'étude des catastrophes et possibilités de renforcement des capacités. Elle a également souligné la contribution que le Groupe sur l'observation de la Terre apporte à la société dans le domaine de la lutte contre les catastrophes, qui est l'un des neuf domaines définis dans le plan décennal de mise en œuvre du Groupe⁴. En outre, un prototype du portail de connaissances UN-SPIDER (plate-forme de communication et d'information) a été présenté.

64. La deuxième séance thématique a porté sur la vulnérabilité et l'évaluation des risques. On y a noté que la télédétection était de plus en plus utilisée pour évaluer rapidement les dommages, établir des cartes des risques et évaluer la vulnérabilité et les risques. On y a examiné les difficultés que soulevait l'évaluation de la vulnérabilité et des risques actuels et futurs d'origine naturelle et imputables au changement climatique ainsi que la pratique consistant à utiliser à la fois des données de télédétection et des données obtenues sur le terrain. À cette séance, les participants ont également examiné la question de savoir comment incorporer les données spatiales aux plates-formes d'information aux fins de la préparation aux catastrophes et des interventions en cas de catastrophe. Des praticiens et des scientifiques ont été invités à examiner les méthodes actuelles, en particulier pour ce qui est de la manière de combiner les éléments de l'évaluation s'appuyant sur des données provenant de recensements et d'autres enquêtes avec des données obtenues grâce à la télédétection. Par ailleurs, les participants ont étudié les possibilités d'évaluer la vulnérabilité et les risques avant et après les catastrophes et examiné des études de cas montrant comment ces évaluations sont incorporées aux plates-formes d'information telles que le Système mésoaméricain de visualisation et de surveillance régional (SERVIR). On s'est employé à comparer l'utilisation faite des données de télédétection pour effectuer des évaluations de la vulnérabilité et des risques s'agissant de phénomènes soudains ou progressifs à différentes échelles. En outre, la séance a permis de présenter les travaux actuels menés dans différentes régions du monde, comme l'évaluation de la vulnérabilité aux tsunamis en Égypte et en Indonésie ainsi que l'évaluation de la vulnérabilité aux inondations au Viet Nam et en Allemagne. Une attention particulière a été portée aux dangers qui se

⁴ Les huit autres domaines sont la santé, l'énergie, le climat, l'eau, les conditions météorologiques, les écosystèmes, l'agriculture et la biodiversité. Le texte du plan décennal de mise en œuvre peut être consulté sur le site Web du Groupe (<http://www.geosec.org>).

manifestent de façon soudaine ou progressive ainsi qu'aux risques futurs (dus par exemple à l'élévation du niveau de la mer). En outre, les participants ont examiné des exemples de plates-formes d'information qui ont été établies pour présenter les informations relatives à la vulnérabilité et aux risques en vue de la préparation aux catastrophes et des interventions en cas de catastrophe.

65. Le groupe plénier a été réparti en trois groupes plus petits chargés d'examiner chacun l'un des thèmes suivants: a) vulnérabilité; b) risques; et c) plates-formes d'information pour la préparation aux catastrophes et les interventions en cas de catastrophe.

66. La troisième séance thématique a porté sur la contribution des techniques spatiales aux systèmes d'alerte précoce existants et prévus. L'établissement et l'utilisation de systèmes d'alerte précoce contribuent au développement socioéconomique en réduisant l'impact des risques et en renforçant la capacité d'adaptation des populations et des structures. Les participants à cette séance ont examiné comment il est possible, grâce à des partenariats entre le secteur public et le secteur privé axés sur les techniques spatiales, de mettre au point, d'établir et d'intégrer des systèmes d'alerte précoce. Les orateurs et les participants ont mis en lumière les efforts déployés pour rassembler, analyser et évaluer des données concernant la demande dont ce type de système fait l'objet ainsi que la manière dont les partenariats entre le secteur public et le secteur privé pourraient permettre de proposer et de lancer des projets ainsi que de fournir des solutions.

67. La quatrième séance thématique, qui portait sur la médecine de catastrophe, la télémédecine et la lutte antivectorielle intégrée, a permis d'examiner la contribution des solutions spatiales dans ces domaines. On a noté que les nouvelles stratégies de lutte contre les maladies transmises par vecteur privilégiaient la lutte antivectorielle intégrée, car cette approche renforçait les liens entre la santé et l'environnement, optimisant les bénéfices dans ces deux domaines. Dans les pays en développement, en particulier, la vulnérabilité au changement climatique et aux modifications de l'environnement risque de s'aggraver en raison de l'augmentation constante de la demande de ressources due à la croissance démographique rapide. En outre, on est de plus en plus conscient du fait que la santé humaine est exposée à des risques croissants. Les épidémies de maladies infectieuses sensibles au climat/aux conditions météorologiques, notamment le paludisme, la méningite et le choléra, déstabilisent les sociétés et surchargent les systèmes de santé nationaux. Sachant qu'il est nécessaire de mieux comprendre les changements climatiques actuels et potentiels ainsi que leurs conséquences (en particulier pour ce qui est des liens entre l'environnement et la santé humaine), un objectif important est de continuer à concevoir et à intégrer des systèmes de mesure sur le terrain, des techniques de télédétection et des systèmes d'alerte précoce appropriés. Le groupe plénier a examiné les quatre sujets suivants: a) type de contribution que les techniques spatiales peuvent apporter à la prévention des épidémies; b) comment utiliser les techniques spatiales pour signaler un risque d'épidémie et mettre au point des mesures d'intervention appropriées; c) utilisation des techniques spatiales à des fins médicales en cas de catastrophe; et d) comment relier la médecine et les techniques spatiales.

VII. Contributions volontaires

68. Les activités de promotion entreprises en 2008 ont pu être menées à bien grâce au soutien et aux contributions volontaires (en espèces et en nature) versées par les gouvernements et le secteur privé, notamment:

a) Le Ministère autrichien des affaires européennes et internationales, qui a versé une contribution de 180 000 dollars des États-Unis pour couvrir l'ensemble des coûts des ateliers tenus à Hastings (Barbade) et à Suva;

b) Le Ministère autrichien des transports, de l'innovation et de la technologie, qui a versé une contribution de 150 000 euros afin de soutenir les activités de renforcement des capacités et de promotion;

c) Le Gouvernement allemand, qui verse une contribution d'un montant annuel de 150 000 euros pendant quatre ans pour appuyer les activités du bureau UN-SPIDER à Bonn;

d) L'Agence aérospatiale allemande, qui a pris en charge une partie des coûts de l'atelier UN-SPIDER tenu à Bonn (Allemagne);

e) GeoOrbis Inc. et Globecomm Systems Inc., qui ont apporté une contribution en nature à l'atelier tenu à Hastings (Barbade).
